



Communiqué

Rentrée 2021 : pendant la pandémie, la casse continue !

La France traverse une crise sociale sans précédent. Pourtant le Ministère prépare la rentrée 2021 avec une forme de légèreté coupable sans prendre la mesure du caractère exceptionnel de la situation, ni même de l'état du second degré, exsangue après 4 ans de suppressions de postes, alors même que les effectifs augmentent.

Lors du comité technique ministériel préparant la rentrée 2021, les chiffres présentés confirment que l'avenir des collégiens, des lycéens et les conditions de travail des personnels ne sont pas la priorité de ce ministre. 1883 suppressions d'emplois de professeurs dans les collèges et les lycées, aucune création de postes de CPE, ou PsyEN alors même que les collèges et les lycées vont accueillir 43 500 élèves supplémentaires. Les choix opérés prétendant pallier la crise économique laisse de nombreux jeunes sur le coté.

Pendant le quinquennat de Nicolas Sarkozy où il a été numéro 2 du ministère de l'Éducation nationale ou depuis 2018, Jean-Michel Blanquer aura procédé à plus de 20000 suppressions d'emplois dans le second degré, dont 7890 depuis le début de ce quinquennat. Le ministre prétend compenser ces suppressions de postes par le recours à des heures supplémentaires, voulant endosser le beau rôle du ministre de la revalorisation salariale qui permet aux personnels de gagner plus. Nouveau tour de passe passe : qui peut prétendre que le travailler plus pour gagner plus est une revalorisation salariale ? Les personnels n'attendent pas des heures supplémentaires qui alourdissent leur quotidien professionnel. La preuve, ces heures supplémentaires ne sont pas toutes utilisées.

Derrière les chiffres, il y a aussi et surtout des réalités humaines : classes surchargées, conditions d'apprentissage des élèves dégradées, des PsyEN débordés alors que le suivi et le conseil aux élèves est primordial dans un climat anxieux, vies scolaires sous tension, des personnels épuisés, aucun moyen supplémentaire en matière d'accompagnement sanitaire et sociale alors même que les besoins sont grands. Voilà le bilan de celui qui se prétend être le ministre des personnels.

La FSU a interpellé le ministère sur la situation des AED et des AESH en rappelant notamment la nécessité de prendre des mesures fortes sur leurs conditions de travail et leur rémunération. Les effets des réformes du lycée, notamment sur l'offre de formation (options en voie de disparition) ont été dénoncés par la FSU. La voie professionnelle qui pourtant est un rempart contre les risques de chômage pour les jeunes subit elle aussi ces choix budgétaires irresponsables. L'incertitude est toujours très grande sur le sort de l'Éducation prioritaire. Pour l'administration de l'éducation nationale, rien n'est fait pour réparer les conséquences des 400 suppressions d'emplois infligées par le deuxième budget du ministre Blanquer. Pourtant les besoins sont grands !

Tout montre que Jean-Michel Blanquer renonce à faire réussir tous les élèves. Ce n'est pas le cas de la FSU. Elle appelle les personnels à porter haut et fort leurs exigences pour le second degré, notamment par la grève le 26 janvier.

A Paris, le 16 décembre 2020